



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DÉCISION
portant rejet d'une demande d'autorisation environnementale

**Projet de parc éolien à LAUCOURT
porté par la SAS Laucourt Énergies**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-1 et suivants, L. 511-1, R. 181-32 et R.181-34 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu la demande présentée le 19 décembre 2023 par la SAS Laucourt Énergies, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo - 33130 BÈGLES, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant 3 aérogénérateurs et 1 poste de livraison à LAUCOURT ;

Vu les avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des 14 mars et 13 août 2025 suite aux saisines des 24 février et 6 août 2025 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'aviation civile, par courrier du 29 décembre 2023 suite à la saisine du 20 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la direction de la sécurité aéronautique d'État – Direction de la circulation aérienne militaire - Division obstacles de la navigation aérienne, par courrier du 25 avril 2024 suite à la saisine du 20 décembre 2023 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Somme, par courrier du 19 janvier 2024 suite à la saisine du 20 décembre 2023 ;

Vu l'avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Somme, par courrier du 1^{er} février 2024 suite à la saisine du 20 décembre 2023 ;

Vu les avis de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme, par courriers des 7 avril et 7 octobre 2025 suite aux saisines des 10 mars et 4 août 2025 ;

Vu le courrier de demande de compléments transmis au pétitionnaire le 26 mai 2025 l'informant que son dossier est irrégulier et ne comporte pas l'ensemble des pièces et informations mentionnées aux articles R. 181-13 à 15 et D. 181-15-1 à 10 du code susvisé ;

Vu les compléments transmis par le pétitionnaire le 28 juillet 2025 ;

Vu le rapport du 8 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Hauts-de-France ;

CONSIDÉRANT que :

1. l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre des articles L.181-1 et suivants du code susvisé ;
2. la demande d'autorisation environnementale concerne un projet d'exploitation d'un parc éolien ;
3. malgré la demande de régularisation qui a été adressée au pétitionnaire notamment sur le volet biodiversité, et les compléments déposés le 28 juillet 2025, le dossier demeure incomplet et irrégulier ;

4. le projet ne permet donc pas de prévenir de manière satisfaisante les dangers ou inconvénients sur les intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 181-3 du code susvisé et d'assurer sa compatibilité avec les règles mentionnées à l'article L. 181-4 du même code susvisé, notamment sur les points suivants :

- Les relevés d'inventaires des chiroptères ne sont pas répartis sur chacune des périodes du cycle biologique. En effet, les prospections réalisées n'ont pas toutes été réalisées à des dates différentes. Elles sont donc insuffisantes pour pouvoir apprécier les enjeux chiroptérologiques associés, et donc les impacts ;
- Le pétitionnaire n'a apporté aucun élément complémentaire sur ce point et n'a pas complété son dossier par de nouveaux inventaires effectués sur un cycle biologique complet ;
- De plus, le dossier souligne que le projet prévoit de placer la plupart des éoliennes à proximité immédiate d'un axe de déplacement de chauves-souris. Les inventaires réalisés ont identifiés au moins 12 espèces sur la zone d'étude dont deux espèces menacées au niveau national et régional ;
- Ainsi, la pression d'inventaires des chiroptères ne permet pas de qualifier les enjeux d'une manière satisfaisante ;
- Enfin, l'évaluation des impacts puis leur traitement par la démarche « Éviter, Réduire, Compenser » n'est pas complète ;

5. conformément à l'article R. 181-34 du code susvisé, l'autorité administrative est tenue de rejeter une demande lorsqu'il s'avère que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des dispositions de l'article L. 181-3 de ce code ou sans méconnaître les règles, mentionnées à l'article L. 181-4 dudit code, qui lui sont applicables ;

6. dès lors, les conditions de délivrance de l'autorisation environnementale ne sont pas réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

DÉCIDE

Article 1 – Rejet de la demande d'autorisation environnementale

La demande présentée par la SAS Laucourt Énergies, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo - 33130 BÈGLES, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant 3 aérogénérateurs et 1 poste de livraison à LAUCOURT, est rejetée.

Article 2 - Délai et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application « Télérecours » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 3 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la SAS Laucourt Énergies.

Amiens, le **24 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD